

Vannes

Un millier de personnes contre la loi sécurité



PRÈS D'UN MILLIER DE MANIFESTANTS ONT BATTU LE PAVÉ VANNETAIS CE SAMEDI APRÈS-MIDI, POUR DEMANDER LE RETRAIT DE LA PROPOSITION DE LOI « SÉCURITÉ GLOBALE ».

Ils sont près d'un millier de manifestants, à Vannes, à s'être rassemblés hier, pour demander le retrait de la proposition de loi « sécurité globale ». Le cortège a soigneusement évité les rues commerçantes...

À Vannes, samedi dernier, 28 novembre, **c'est un cortège de 2 000 personnes qui avait déjà protesté contre le projet de loi « sécurité globale »**. Hier, c'était rebelote avec une participation un peu moindre : environ 1 000 manifestants ont répondu à l'appel de la Ligue des Droits de l'homme et de la Libre-pensée, soutenues par 31 signataires, et les syndicats CGT, FO, Sud FSU et la Confédération paysanne et plusieurs partis politiques.

Ne pas gêner les commerçants

Le cortège est parti vers 15 h 30 de l'esplanade du port, soit une bonne demi-heure en retard par rapport à l'horaire prévu. Sous la surveillance des forces de l'ordre, il a pris la direction de la préfecture, puis a bifurqué rue de Saint-Tropez pour passer devant le conseil départemental et revenir vers le port via la rue Jehan-de-Bazvalan.

Un itinéraire qui a soigneusement évité les rues commerçantes : « On sait que c'est compliqué pour certains, ce n'est pas la peine d'en rajouter », explique Regis Facchinetti, de la Ligue des Droits de l'homme. Il a écrit au maire David Robo pour lui faire part des « bonnes intentions des organisateurs de la manifestation ».

Les revendications n'ont pas changé d'un iota : le retrait de la loi « sécurité globale », de toute la loi. « Il s'agit d'un texte contestable dans sa globalité, dit Regis Facchinetti. Plus on avance dans le temps, plus il y a un empilement de lois sécuritaires qui viennent limiter les libertés. Des dispositions d'urgence sont petit à petit transposées dans le droit commun ». « C'est stupéfiant. Quand on explore le texte, c'est hallucinant, dit Patrick Le Guennec, de la Libre-pensée. Tous les reportages de journalistes sont transformés en témoignages à charge ».

Des forums de discussion

Également dans le viseur des manifestants : le risque de recours à la reconnaissance faciale ; l'élargissement de l'usage des drones qui pourrait « dissuader des personnes de participer à des rassemblements pacifiques en raison de craintes d'éventuelles poursuites ultérieures » ; la « privatisation de la police en déléguant aux agents privés de sécurité des pouvoirs réservés à la police », et le « basculement d'un état de droit vers un état policier ». De retour sur l'esplanade du port, les manifestants ont organisé des petits forums de discussion.